Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 23 JANVIER 1839.

RAPPORT fait par M. LIEDTS, au nom de la commission chargée de l'examen du projet de loi sur la Compétence en matière Civile(*).

MESSIEURS,

La commission à laquelle vous avez renvoyé l'examen du projet de loi sur la compétence en matière civile, m'a chargé de vous rendre compte de son travail : si elle a été forcée plus d'une fois d'interrompre le cours de ses délibérations, par des circonstances indépendantes de sa volonté, elle éprouve du moins la satisfaction de voir que ces retards ont contribué à rendre sa tâche plus facile ; outre les lumières que peut fournir la discussion d'une loi analogue chez une nation voisine, quelques magistrats belges (**) sont venus à leur tour offrir sur un sujet si important, le tribut de leur expérience.

Ce n'est pas sans motifs, Messieurs, que le discours du Trône appelle spécialement l'attention des Chambres et du pays sur le projet de loi actuel ; non-seulement il a pour but de faire rendre aux citoyens une justice prompte et peu dispendieuse, mais il tend encore à hâter le moment où tous les juges-de-paix seront investis du caractère d'inamovibilité que la Constitution leur promet depuis huit ans. Si le besoin de leur assurer cette garantie était moins pressant, peut-être le moment serait-il opportun pour faire une révision complète des lois qui règlent la compétence de ces magistrats inférieurs ; peut-être conviendrait-il d'examiner l'ensemble de cette institution, et de voir si chacune de ses parties répond au but de sa création, et si l'inamovibilité, par exemple, dont tous les juges-de-paix vont être revêtus, est compatible avec les fonctions d'officier de police judiciaire ; mais ce remaniement intégral de l'institution a paru se rattacher à la révision générale de nos codes, ordonnée par la Constitution ; c'est alors qu'on pourra considérer les juges-de-paix non-seulement comme juges civils, mais aussi comme juges de police, comme conciliateurs, comme officiers de police, comme exerçant une juridiction volontaire, etc.

(*) La commission était composée de MM. Fallon, président, Coppieters, Du Bus aîné, De Behr, Demonceau, Vanderbelen et Liedts, rapporteur.

(**) Voir, entre autres, la brochure de M. Delwarde, juge à Anvers, intitulée : *Observations sur le projet de loi sur la compétence en matière civile*. Cet opuscule est plein de vues utiles.

Aujourd'hui le Gouvernement vous présente un plan beaucoup moins vaste et se borne à apporter aux lois sur la compétence civile les modifications que l'opinion générale réclame le plus vivement.

Ces modifications consistent : 1^o à étendre les limites de la compétence des juges-de-paix et des tribunaux de première instance, en touchant le moins possible au texte des lois existantes et qui trouvent leur commentaire naturel dans les nombreux arrêts rendus depuis un demi-siècle; 2^o à prendre les mesures les plus propres à prévenir l'encombrement des affaires dans les cours d'appel; encombrement qui, en faisant naître dans l'esprit des citoyens l'idée que les procès sont interminables, les engage souvent à faire le sacrifice des droits les mieux établis pour se soustraire à une action judiciaire.

C'est sous ce double point de vue que le projet actuel doit être envisagé.

TITRE PREMIER.

Des justices - de - paix.

ARTICLE PREMIER.

La loi du 16-24 août 1790 (art. 9, tit. III) autorisait les juges-de-paix à connaître de toutes les causes purement personnelles ou mobilières, sans appel, jusqu'à la valeur de 50 livres, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 100 livres; mais l'Assemblée Constituante avait senti l'impossibilité de fixer d'une manière immuable les limites de cette compétence, et avait permis aux législateurs futurs, bien inutilement sans doute, de les *étendre* d'après les besoins de l'époque. Aujourd'hui chacun reconnaît que le changement qui s'est opéré dans la valeur relative du numéraire, exige une extension de la juridiction des juges-de-paix; chacun est convaincu que la loi de 1790 n'est plus en harmonie avec la pensée primitive de l'institution, et que 50 francs d'aujourd'hui ne valent plus 50 francs de 1790.

Mais quel est le chiffre qui doit servir de limite? Le Gouvernement a pensé qu'il convenait de tripler le taux de la compétence actuelle, et d'investir les juges-de-paix du pouvoir de juger les causes purement personnelles et mobilières, sans appel, jusqu'à la valeur de 150 francs, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 300 francs.

Cette disposition a été longuement débattue au sein de votre commission.

Si l'on examine la dépréciation du signe monétaire depuis 1790 jusqu'à nos jours, et l'accroissement de la fortune publique et privée, on demeure convaincu que l'on peut, sans inconvénient, doubler le taux du dernier ressort fixé par la loi de 1790; que cette innovation laisse intacte l'institution des justices-de-paix et se trouve en parfaite harmonie avec le but primitif du législateur. Au contraire, en allant au delà, on dénature l'institution ou tout au moins on fait un essai qui n'est pas sans péril. On ne doit pas oublier en effet que cette justice élémentaire et presque domestique a été instituée pour prévenir les procès plutôt que pour les juger; qu'élever outre mesure le dernier ressort, c'est vouloir que la qualité de conciliateurs ne soit qu'accessoire et qu'ils deviennent juges avant tout; c'est exiger que le Gouvernement, dont le choix est fort restreint pour beaucoup de cantons ruraux, s'attache à placer

partout des hommes de lois plutôt que des hommes de paix, des jurisconsultes plutôt que des médiateurs.

D'un autre côté, sans exagérer le danger des jugemens rendus par un seul homme, il ne faut pas perdre de vue que 300 francs représentent déjà une partie trop forte de la fortune mobilière de la classe ouvrière, surtout à la campagne. Nous avons aussi pensé, Messieurs, qu'il fallait éviter avec non moins de soin de réduire à l'inaction les tribunaux de 1^e instance de certaines provinces, en donnant trop d'accroissement à la compétence des juges-de-paix, que de les accabler de travail; car, si c'est un mal qu'un juge absorbé par la tenue des audiences ne trouve pas le temps d'étudier les affaires qu'on plaide devant lui, c'en est un autre de le laisser inoccupé et livré exclusivement à l'étude de la théorie. Joignez à cela qu'un des principaux avantages de la loi de 1790, a été de débayer les justices-de-paix de ces praticiens et avocats ignorans qui pullulaient autrefois à la campagne, et qu'on court risque de les faire revivre en leur donnant pour pâture un trop grand nombre de causes.

Ces raisons sont si puissantes que quelques personnes ont mis en doute s'il convenait de rien changer à la loi de 1790; elles manifestent aussi la crainte qu'en élevant ce chiffre l'appel deviendra une règle générale, et que les justiciables auront deux instances à soutenir au lieu d'une. Mais ce raisonnement, s'il avait quelque valeur, s'appliquerait à la loi actuelle, comme à celle présentée par le Gouvernement, puisqu'aujourd'hui la voie de l'appel est ouverte pour toute somme excédant 50 francs. D'ailleurs, comme l'art. 17 du Code de procédure civile déclarant les jugemens des juges-de-paix, jusqu'à concurrence de 300 francs, exécutoires par provision nonobstant appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution, il est permis de croire qu'on ne recourra pas légèrement au juge d'appel et uniquement pour traîner l'affaire en longueur.

Votre commission, Messieurs, déterminée par ces motifs, a adopté à l'unanimité le chiffre de 100 francs pour taux du dernier ressort, et de 200 francs pour celui du premier ressort.

On a soulevé au sein de la commission, la question de savoir s'il faut accorder au juge-de-paix le droit de juger les affaires commerciales dans les mêmes limites que les affaires civiles. Le projet de loi organique de 1827, dont la révolution est venue arrêter la mise en vigueur, contenait une disposition semblable. Cependant, après quelques débats, nous avons été arrêtés surtout, par la crainte d'accorder à un seul juge le pouvoir exorbitant de prononcer la contrainte par corps qu'entraîne toute condamnation en matière de commerce. D'ailleurs, cette crainte fût-elle exagérée, où serait porté l'appel de leurs jugemens? Devant le tribunal civil d'arrondissement? mais il y aurait anomalie, là où il existe un tribunal de commerce, de voir le tribunal civil juger en appel des matières commerciales. Serait-ce devant le tribunal de commerce du chef-lieu de la province? mais il serait plus exorbitant encore de voir ériger un tribunal d'exception en tribunal d'appel.

ART. 2 ET 3.

Simplifier la procédure prescrite par la loi pour arriver au paiement des loyers et à l'expulsion des locataires, empêcher qu'un preneur de mauvaise foi, favorisé par la lenteur des formes, se soustraie à ses obligations ou per-

pétue indûment la jouissance du bien qu'il tient en location, c'est faire une chose aussi avantageuse aux locataires qu'aux propriétaires. Si, en effet, celui-ci est dans la nécessité de subir un long procès pour rentrer dans la possession de son bien ou obtenir le paiement de ses loyers ou fermages, il est évident que ces frais éventuels entreront en ligne de compte au moment du contrat et retomberont indirectement sur le preneur. C'est dans ce double but que fut portée la loi du 5 octobre 1833, dont nous aurons occasion de parler plus tard, et c'est aussi pour les mêmes motifs que le Gouvernement, au § 8 de l'art. 2, vous propose d'augmenter la compétence des juges-de-paix dans les demandes en paiement de loyers ou de fermages. Tout ce que nous venons de dire des baux à loyer et à ferme, s'applique aussi aux prêts et aux constitutions de rentes.

Cependant la commission a été d'avis que le Gouvernement a poussé trop loin sa sollicitude pour les intérêts du propriétaire et du créancier; il résulte en effet de ce § 8, combiné avec le premier alinéa de l'art. 2, que le juge-de-paix pourrait condamner en premier ressort à payer des sommes de deux et même de trois mille francs. Sans doute les demandes en paiement de loyers, de fermages ou de rentes ne présentent généralement que des questions faciles à résoudre, mais il en est de même de presque toutes les causes purement personnelles et mobilières. Nous avons donc pensé qu'il convenait de soumettre ces demandes à la règle générale de compétence; mais pour éviter toute difficulté dans l'appréciation de la valeur formant l'objet du litige, nous avons dû prévoir deux cas bien distincts. Ou bien le titre n'est pas contesté, et alors comme les loyers ou arrérages forment seuls l'objet du procès, le juge pourra en connaître comme de toute autre demande purement personnelle et mobilière en premier ou en dernier ressort, selon que les années d'intérêt ou de loyer réclamées dépassent ou non la somme de 100 francs, sans excéder 200 francs; peu importe dans ce cas que le capital ou le montant de toutes les années de bail réunies, soit supérieur à ces sommes.

Si au contraire le titre du bail, du prêt ou de la rente est contesté, comme dans ce cas ce ne sont plus les loyers, les fermages ou les rentes qui sont seuls mis en question, mais encore le capital et le sort de tout le bail, et qu'à ce sujet les questions les plus épineuses d'interprétation et de résiliation de contrat peuvent s'élever, il convient, pour régler la compétence, de cumuler les sommes réclamées avec le capital, ou avec les loyers et fermages pour toute la durée du bail. Comme ces sommes ainsi cumulées ne constituent qu'une demande purement personnelle et mobilière, il est manifeste que la disposition de l'art. 2 qui en attribue la connaissance au juge-de-paix, n'est autre chose qu'une application du principe général à un cas particulier, et qu'il serait même inutile d'insérer dans la loi, si cette application n'avait été mal faite jusqu'ici par beaucoup de juges-de-paix.

Il n'est pas nécessaire, pensons-nous, de faire observer, Messieurs, que par contestation du titre, nous entendons une contestation sérieuse qui fasse naître un doute raisonnable sur l'existence d'une dette quelconque, et non pas une allégation vague et non précisée, qui rendrait les plaideurs de mauvaise foi maîtres de décliner, à leur gré, le premier degré de juridiction.

ART. 4.

Peu importe, du reste, si les loyers, fermages, intérêts et rentes consistent

en argent ou en denrées et prestations appréciables d'après les mercuriales ; car dans ce dernier cas, la valeur s'en détermine par le prix des mercuriales à l'époque où chaque année devient exigible.

ART. 5.

La loi du 5 octobre 1833, article premier, autorise les juges-de-paix à connaître des demandes en résolution de baux pour défaut de paiement des loyers, et de celle en expulsion à l'expiration des baux, pourvu que les locations *n'excèdent pas le taux de leur compétence*. Nous nous abstiendrons de développer de nouveau les motifs qui ont fait adopter cette disposition ; les débats seront encore présents à la mémoire de la plupart d'entre vous ; qu'il nous suffise de dire que cette loi a été reçue partout comme un véritable bienfait ; mais pour qu'il ne s'élève aucun doute sur l'étendue de la compétence dont elle parle, et afin qu'elle ne cesse d'être en harmonie avec les principes que nous établissons aujourd'hui, il convient de refondre l'article premier dans le projet de loi actuel. Les demandes en résiliation de bail ou en expulsion des lieux dans les cas prévus par la loi de 1833, ne sont pas d'un examen plus difficile que celles en paiement de loyers ou de fermages ; dans l'une et l'autre hypothèse, c'est un point de fait qu'il s'agit de constater ; il est donc naturel de mettre ces demandes sur la même ligne.

ART. 6.

Le § 7 de l'art. 2 du projet du Gouvernement porte : « Les juges-de-paix connaissent de même sans appel, jusqu'à la valeur de 150 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter... 7° Des demandes en validité ou en main-levée de saisie-gagerie, de saisie sur débiteurs forains et de saisie-arrêt ou opposition, ainsi que de celles en permission de ces saisies, lorsque ces demandes sont motivées sur des causes de la compétence des juges-de-paix. »

Une première observation qui a frappé votre commission, c'est que ce § 7 ne peut avoir été intercalé dans l'art. 2 que par erreur. Il résulte en effet du commencement de l'article que nous venons de transcrire, que le juge-de-paix pourrait connaître de ces saisies en premier ressort, à quelque valeur que la demande qui lui sert de base puisse monter ; et comme ces saisies ne changent en rien la nature de ces demandes, il s'en suivrait qu'il serait au pouvoir de tout le monde de porter des demandes mobilières de la valeur de 1000 et même de 2000 francs devant le juge-de-paix, en les faisant précéder d'une saisie-arrêt dont on demanderait ensuite la validité. Telle ne peut avoir été l'intention du Gouvernement, et la fin de l'article le dénote assez.

Ces simples observations suffisent pour faire sentir la nécessité de faire un article spécial de cette disposition.

Nous n'avons du reste vu aucun obstacle à déférer à la connaissance des juges-de-paix les demandes en validité ou en main-levée des saisies-gageries, lorsque ces demandes sont motivées sur des causes qui n'excèdent pas les limites de leur compétence fixées à l'article premier.

Une disposition semblable existait déjà dans la loi du 5 octobre 1833, et je

ne sache pas qu'elle ait donné lieu, dans l'exécution, à des difficultés sérieuses. Elle a été également adoptée en France par la loi du 17 avril 1837.

Une autre extension de compétence à laquelle votre commission s'est ralliée, c'est celle relative à la saisie qu'un créancier fait pratiquer sur les effets trouvés en la commune qu'il habite et appartenans à son débiteur. Le Code de procédure semble assimiler cette saisie à la saisie-gagerie, et autorise même le juge-de-peace (art. 822) à délivrer la permission de pratiquer la saisie. Il était naturel dès lors d'autoriser ce même magistrat à connaître de la demande en validité ou en main-levée, lorsque les causes de la saisie rentrent dans sa compétence. Mais une innovation qui a été repoussée par la commission, c'est celle qui consiste à investir les juges-de-peace de la connaissance des demandes en validité ou en main-levée des saisies-arrêts ou oppositions, ainsi que de celles en permission de ces saisies.

L'exercice du droit de permettre des saisies-arrêts est très-délicat; les présidens des tribunaux n'accordent ces permissions qu'avec beaucoup de circonspection. Dans la saisie-gagerie et dans celle sur débiteurs forains, les objets qu'on saisit ont une valeur limitée; il y est question seulement des objets garnissant une maison ou une ferme d'une location modique, ou bien des objets mobiliers qu'un débiteur forain apporte en passant dans la commune de son créancier; dans une saisie-arrêt, au contraire, la valeur qu'on saisit est quelquefois illimitée, et pour une créance insignifiante un créancier peut arrêter tous les revenus d'une grande fortune. La commission croit donc qu'il ne serait pas prudent de conférer cette attribution extraordinaire à un juge inférior.

Ce n'est pas tout; il suffit de jeter les yeux sur le titre du Code de procédure qui règle les saisies-arrêts pour se convaincre que la procédure qu'elles réclament est impraticable devant un juge-de-peace. Il faudrait donc organiser le principe dans la présente loi, et y introduire une procédure nouvelle et toute spéciale. Mais quand on serait parvenu à organiser l'instruction de ces affaires devant le juge-de-peace, il y aurait encore du danger à sanctionner l'innovation proposée par le Gouvernement.

En effet, on ne saurait sans dénaturer complètement l'institution, soumettre à cette justice sommaire, la connaissance des questions difficiles que font naître les exceptions si fréquentes qu'opposent les tiers-saisis. Il peut s'élever en effet, à l'occasion des déclarations de ces tiers-saisis, des questions d'interprétation de contrat de toute nature; des questions de validité d'actes de libération, de nantissement, de vente, de location, etc. Ajoutez à toutes ces difficultés celles qui naissent si souvent des revendications faites par des personnes tierces et des privilèges invoqués par des opposans, et vous trouverez, Messieurs, que la commission a agi sagement en écartant les saisies-arrêts du prétoire des juges-de-peace.

Il est bien vrai que des revendications et des privilèges peuvent s'exercer également à la suite d'une saisie-gagerie ou d'une saisie sur débiteurs forains, mais ces cas sont fort rares: d'abord parce qu'il y a peu de privilèges qui prennent celui du bailleur sur les objets garnissant la maison ou la ferme, et ensuite, quant à la saisie sur débiteurs forains, parce qu'elle se pratique le plus souvent sur des objets d'une trop faible importance pour que d'autres créanciers se décident à former opposition. Quoi qu'il en soit, la commission, conséquente avec elle-

même, vous propose d'enlever aux juges-de-paix la connaissance des revendications et les distributions par contribution, lorsque les sommes réunies pour lesquelles l'opposition des tiers est pratiquée excèdent le taux de la compétence ordinaire des juges-de-paix.

ART. 4 DU PROJET DU GOUVERNEMENT.

De toutes les innovations que renferme le projet du Gouvernement, celle qui a paru la plus inadmissible, c'est celle qui consiste à attribuer aux juges-de-paix la connaissance de l'exécution de leurs jugemens. Jusqu'ici les législateurs avaient enlevé cette connaissance à cette juridiction exceptionnelle, parce qu'on ne peut pas attendre d'un juge placé au dernier échelon de la hiérarchie judiciaire, assez d'aptitude et de lumières pour résoudre seul toutes les difficultés que l'exécution des jugemens peut faire naître. « Il s'en suivrait, dit Loiseau » (*Traité des offices*), deux absurdités fort apparentes : l'une que par le moyen » des oppositions et autres incidens qui surviennent aux décrets de justice, les » juges extraordinaires, non lettrés pour la plupart, auraient la connaissance » d'infinies matières les plus difficiles de la justice ordinaire, étant même un » chef-d'œuvre de justice de faire bien un décret et une sentence d'ordre ; » l'autre que les créanciers et autres ayant intérêt au décret, ne se défiant pas » qu'on vendît les biens de leur débiteur en ces justices borgnes, seraient bien » souvent surpris et privés de leur droits. »

Aussi les rédacteurs du projet ministériel, après avoir admis le principe, semblent avoir reculé devant son application et y apportent tant de restrictions qu'il ne reste plus rien à la juridiction exceptionnelle que les saisies exécutions et les saisies de rentes ; et, si l'on remarque que même dans ces cas, le juge-de-paix ne peut connaître des revendications, et que, si l'article était admis, il faudrait encore en excepter le cas où il y a plusieurs opposans, on sera forcé de convenir que l'article peut être supprimé sans inconvénient.

D'ailleurs on ne doit pas perdre de vue qu'aujourd'hui la plupart des obstacles apportés à l'exécution des jugemens des juges-de-paix, sont levés par le président du tribunal de première instance, siégeant en référé, et que cette procédure est aussi cèle et moins dispendieuse que celle qu'on veut y substituer.

ART. 7.

L'article 7 du projet amendé par la commission (art 2 du projet du Gouvernement, du n° 1 à 6), reproduit textuellement la loi de 1790. Les doutes et les difficultés qu'avait fait naître cette disposition ayant été successivement levés par les arrêts rendus depuis un demi-siècle, il eût été dangereux, ou tout au moins inutile, de toucher au texte.

Cependant l'expérience avait signalé quelques lacunes qu'il était important de combler. C'est ainsi que l'action en bornage, tendant à la détermination des bornes anciennes de deux héritages, était jusqu'à ce jour soustraite à la compétence du juge-de-paix. Cependant, lorsque la propriété n'est pas contestée et qu'il ne s'agit que de placer la borne sur les limites indiquées par les titres et la possession actuelle des parties, la contestation est de si peu d'importance qu'un procès devant un tribunal de première instance dépasserait toujours la

valeur de l'objet. Cette action appartient naturellement au juge-de-paix, qui, en se transportant sur les lieux, et en se faisant au besoin assister d'un expert, finira la contestation à peu de frais.

Il en est de même des actions résultant des art. 671 et 672 du Code civil, c'est-à-dire celles relatives à la distance prescrite par la loi, les réglemens particuliers et l'usage des lieux pour les plantations d'arbres et de haies. Lorsque la propriété n'est pas mise en doute, ces actions ont si peu d'importance que très-souvent on sacrifiait le bon droit à la crainte d'une action judiciaire devant les tribunaux.

Ces nouvelles attributions données au juge-de-paix constituent donc un véritable bienfait pour les propriétaires ruraux. Une innovation non moins utile consiste à attribuer aux juges-de-paix la connaissance des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'art. 674 du Code civil. L'intérêt des justiciables veut en effet que cette magistrature de famille ait le pouvoir d'aplanir, sans grands frais, les difficultés qui peuvent s'élever entre les voisins, au sujet de ces constructions, lorsque la mitoyenneté ou la propriété du mur ne sont pas contestées.

Nous espérons, Messieurs, que ces amendemens à l'article du projet du Gouvernement obtiendront votre assentiment, comme ils ont obtenu celui de la commission.

ART. 8.

C'est en vain, Messieurs, que vous aurez élargi la compétence des juges-de-paix, si vous ne mettez obstacle à ce qu'on porte devant lui des demandes indéterminées, quoiqu'elles ne le soient pas de leur nature : la valeur est toujours déterminée lorsqu'il s'agit d'une somme d'argent ou d'un objet appréciable d'après les mercuriales; mais lorsqu'il est question d'un objet mobilier non appréciable d'après les mercuriales, les justiciables auront deux instances à parcourir pour un objet d'une valeur insignifiante, et vous aurez manqué le double but de procurer au pays une justice rapide et peu dispendieuse.

Personne n'étant mieux en état de connaître la valeur de l'objet qu'il réclame que le demandeur, il est juste de lui imposer l'obligation de l'évaluer dans son exploit ou tout au moins dans ses conclusions, sous peine d'être momentanément non recevable. Le défendeur n'a pas à se plaindre de cette disposition; si l'évaluation du demandeur lui paraît supérieure au prix réel, le droit d'appel lui reste; si au contraire elle est inférieure au prix réel, il y trouve son profit, puisque s'il succombe, il lui suffira de payer cette valeur, qu'il pourra du reste offrir en tout état de cause. Il était impossible d'ailleurs de lui donner la faculté de contester l'évaluation, car il aurait fallu chaque fois un premier procès sur la valeur de l'objet, avant d'arriver à la contestation du fond.

Remarquons toutefois que cette faculté de se libérer en acquittant le montant de l'évaluation était laissée au défendeur en termes trop généraux par le projet du Gouvernement; car outre que d'après les circonstances de la cause et l'époque des offres, le défendeur peut avoir à supporter les intérêts judiciaires et les dépens, il convient encore de faire exception à la règle chaque fois qu'il s'agit d'une action possessoire ou de l'une des actions énumérées dans l'art. précédent sous les nos 3 et 4.

Pour justifier cette exception, il suffira de vous dire, Messieurs, que ce serait une disposition trop exorbitante que celle qui forcerait un citoyen de mettre à prix la possession d'un immeuble ou une faculté, un droit inhérent à un immeuble, et qui le forcerait en même temps à en faire la cession à son adversaire, si celui-ci le trouve convenable. Dans les actions purement personnelles ou mobilières, dont l'objet peut se remplacer et s'estimer à prix d'argent, la disposition du projet du Gouvernement n'offre pas d'inconvénient, et présente l'avantage d'écarter du prétoire du juge-de-paix des demandes indéterminées.

Il ne vous sera pas non plus échappé, Messieurs, que l'art. 8 s'applique à toutes les demandes, et qu'il ne distingue pas entre le cas où la demande est principale, et celui où elle est formée réconventionnellement par le défendeur; et il devait en être ainsi, car il ne faut pas permettre à l'une des parties ce qui est défendu à l'autre.

ART. 9.

L'art. 453 du Code de procédure, qui détermine quels sont les jugemens sujets à l'appel, s'applique aux jugemens rendus par les juges-de-paix comme à ceux rendus par les tribunaux ordinaires. Toutefois l'expérience a fait voir que l'intérêt des justiciables réclame une modification au droit accordé aux parties d'interjeter appel des jugemens rendus par le juge-de-paix sur un déclinatoire de compétence.

Jusqu'ici, tout appel d'un pareil jugement suspendait l'examen de la contestation au fond; il fallait que le juge d'appel statuât d'abord sur la compétence, et les parties revenaient ensuite reprendre la cause devant le juge-de-paix, si la compétence était reconnue. De là il résultait qu'un plaideur de mauvaise foi, décidé à fatiguer son adversaire, opposait souvent à une action, ayant pour objet une valeur de quelques francs, l'exception d'incompétence; interjetait appel du jugement qui le déboutait de son exception et forçait ainsi son adversaire à le suivre devant le juge d'appel, persuadé qu'il obtiendrait par lassitude ce qu'il ne pouvait espérer du magistrat appelé à connaître du différend.

Il a paru à votre commission que, si l'on se pénètre bien du but de l'institution des juges-de-paix, et du peu d'importance que présentent généralement les actions portées devant eux, on peut admettre provisoirement la présomption du *bien jugé* en faveur du jugement par lequel ce magistrat se déclare compétent, et en défendre l'appel jusqu'au moment où il interviendra un jugement soit interlocutoire, soit définitif sur le fond.

C'est la disposition que consacre l'art. 9 du projet de loi, amendé par la commission, et qui se trouve textuellement dans la loi française du 25 mai 1838 (art. 14).

TITRE II.

Des tribunaux de première instance.

ART. 10.

Les motifs que nous avons développés à l'occasion de l'article premier du projet, s'appliquent dans toute leur force à la fixation du dernier ressort des

tribunaux de première instance ; la commission , consécutive avec elle-même , a pensé qu'en portant la compétence en dernier ressort au double du chiffre actuel , dans les affaires personnelles et mobilières , elle ne faisait que mettre la loi de 1790 en rapport avec la dépréciation de la valeur monétaire. Quant aux affaires immobilières , nous avons pensé qu'en tenant compte du prix où les biens se vendent généralement , 75 francs de revenu représentent assez exactement un capital de 2,000 francs constitué en immeubles.

Le projet de loi du Gouvernement ne prévoit pas le cas qui se présente très-fréquemment où l'action immobilière a pour objet un immeuble dont le revenu n'est pas déterminé , soit en rente , soit par prix de bail , et notamment lorsque l'immeuble est occupé ou exploité par celui-là même dont on le revendique. L'intérêt public exige cependant que , pour une verge de terre , de peu de valeur , les parties ne soient pas forcées , contrairement à l'esprit de la loi de 1790 , de parcourir deux degrés de juridiction. Nous y avons pourvu en vous proposant de déterminer dans ce cas le revenu du bien , pour fixer la compétence , d'après l'évaluation portée à la matrice du rôle de la contribution foncière. Ce revenu , surtout depuis le cadastre , représente généralement le revenu réel du bien. Vainement pour combattre cette disposition allèguerait-on qu'un bien peut avoir pour celui qui le possède , un prix d'affection supérieur à la valeur portée au cadastre ; car ce prix n'est pas représenté davantage par le revenu déterminé en rente ou en prix de bail , qui a servi jusqu'ici de base à la fixation du taux du dernier ressort.

Une difficulté qu'il fallait prévoir , c'est que l'immeuble formant l'objet de la contestation pourrait n'être qu'une fraction du bien indiqué à la matrice du rôle de la contribution foncière. Dans ce cas , il serait souvent impossible d'en fixer la valeur proportionnelle d'après cette matrice. Ainsi , par exemple , si une maison et la cour y attenante se trouvent portées dans la matrice comme un seul tout , une seule parcelle , et que la cour soit l'unique objet d'une contestation , il deviendrait difficile , pour ne pas dire impossible , de déterminer la valeur de cette cour , en prenant pour base le revenu indiqué à la matrice. Il est donc préférable de borner la disposition actuelle au cas où les immeubles sont spécialement portés dans la matrice du rôle de la contribution foncière.

ART. 11.

Jusqu'ici nous avons parlé des différentes hypothèses où l'objet de la contestation , soit mobilier , soit immobilier , peut être évalué sans la coopération du demandeur. Mais que faire lorsque la demande personnelle et mobilière ne comprend ni une somme d'argent , ni une denrée appréciable d'après les mercuriales , ou que le revenu de l'immeuble ne peut être déterminé , soit en rente , soit par prix de bail , soit au moyen de l'évaluation de la matrice du rôle de la contribution foncière ? Il est évident que dans ces cas , si la valeur de l'objet de l'action ne peut être déterminée par la loi , elle peut du moins l'être par le demandeur. En se présentant en justice , il sait ce qu'il réclame et le prix qu'il attache à l'objet qu'il réclame. Vainement dirait-on que souvent l'action a pour objet une valeur inappréciable , telle qu'une servitude ; cela est vrai en ce sens seulement qu'elle est inappréciable d'après les bases d'évaluation fixées par la loi de 1790 ; mais il est inexact de dire que le demandeur ne

peut pas apprécier lui-même la valeur qu'il attache à l'action qu'il intente : l'argent est le signe représentatif de toutes choses, la liberté, ce bien suprême de l'homme, n'est pas même exceptée de cette règle, et l'on voit chaque jour déterminer par des personnes qui ont été incarcérées sans droit, le prix auquel elles estiment la liberté dont elles ont été illégalement privées par leurs adversaires.

Sans doute, les demandeurs peuvent se tromper dans cette évaluation, ils peuvent l'exagérer; mais enfin il y aura une évaluation, telle qu'elle, pouvant servir de base à fixer le premier ou le dernier ressort.

Nous n'avons pas pu exiger que l'évaluation fût faite dans l'exploit introductif d'instance même, c'eût été indirectement établir la nullité d'exploit, et la rigueur de la loi ne doit pas aller jusque-là; il suffit que cette évaluation se fasse par les conclusions.

ART. 12.

Le plaideur de mauvaise foi, toujours plus adroit que le législateur, réussissait jusqu'ici à éluder presque constamment le dernier ressort en accolant à toute demande quelle qu'elle fût, celle, devenue banale, *de tous dommages et intérêts déjà soufferts et à souffrir, et à libeller sur état*. Un abus aussi grave a fixé l'attention de votre commission. S'il est impossible d'évaluer d'avance et de motiver les dommages-intérêts qui peuvent naître pendant l'instance, il n'en est pas de même de ceux qui sont nés au moment de la demande. La valeur en est toujours connue avant que le procès soit intenté, puisque l'action tend en partie à en obtenir la réparation. Ce n'est donc pas trop exiger de celui qui prétend les avoir soufferts que de lui imposer l'obligation d'en fixer le montant et de les motiver spécialement. Du reste, la seule pénalité qu'encourt le demandeur qui ne satisfait pas à ces prescriptions de la loi, c'est de se voir, comme à l'article précédent, refuser toute audience.

ART. 13.

Ici viennent se placer les mêmes observations que nous avons présentées sur l'article 8 du projet de loi amendé; le défendeur pourra se libérer en acquittant le prix de l'évaluation faite par le demandeur, pourvu qu'il s'agisse d'un objet purement personnel et mobilier; si l'action comprend plusieurs chefs, dont les uns constituent des demandes immobilières ou mixtes; et les autres des demandes personnelles et mobilières; la faculté donnée au défendeur, d'arrêter l'instance en offrant le prix de l'évaluation, ne se rapportera qu'à ces derniers chefs de demande.

ART. 14.

Ce que nous avons dit à l'art. 2 et 3 ci-dessus, explique le changement de rédaction que nous avons apporté à l'art. 8 du projet du Gouvernement. Nous y renvoyons, pour ne pas tomber dans des redites.

ART. 15.

En vertu de la maxime : *provision est due au titre*, le Code de procédure

civile (art. 135) avait fait une obligation pour les juges de déclarer leurs jugemens exécutoires par provision et sans caution, chaque fois que la partie, s'appuyant sur un titre authentique, une promesse reconnue ou une condamnation précédente, par jugement dont il n'y eût point d'appel, en faisait la demande au tribunal.

Mais cette disposition, si salulaire et si propre à prévenir des appels mal fondés, manquait souvent son but par cela seul que le juge ne devait et ne pouvait même pas prononcer l'exécution provisoire lorsqu'elle n'était pas demandée. Le Gouvernement vous propose, Messieurs, d'étendre le pouvoir du juge en lui ordonnant de prononcer l'exécution provisoire, même d'office, dans les cas prévus par l'art. 135 du Code de procédure civile.

Il semble en effet que, lorsqu'une partie a en sa faveur un titre reconnu, qui a été l'objet d'une contestation déclarée non fondée, il ne faut pas que celui qui succombe puisse paralyser une seconde fois l'exécution provisoire de ce titre, en interjetant appel. C'est punir trop sévèrement celui qui triomphe que de lui enlever le droit d'exécution provisoire, parce qu'il a omis d'en faire la demande expresse au tribunal.

La commission, Messieurs, avait cru un instant qu'il était possible d'aller plus loin que le projet du Gouvernement, et que l'on pouvait sans inconvénient déclarer les jugemens, dans les cas dont nous nous occupons, exécutoires de plein droit, sans déclaration du juge; mais un examen plus approfondi a fait voir qu'en l'absence d'une décision formelle du jugement, son exécution ferait naître chaque fois la question de savoir s'il est basé sur un titre authentique, une promesse reconnue ou une condamnation précédente; ce qui formerait l'objet d'une nouvelle contestation judiciaire.

Du reste, la commission pas plus que le Gouvernement, n'a songé à porter quelque changement à l'art. 155 du Code de procédure, relatif aux jugemens par défaut, ni à l'art. 137 du Code de procédure, relatif aux condamnations aux dépens du procès.

Dans la seconde partie de l'art. 135 du Code de procédure, le législateur énumérait sept cas où il était permis aux tribunaux d'ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel avec ou sans caution. Tous ceux qui ont jamais été dans le cas d'appliquer cette disposition attesteront qu'ils ont trouvé cette nomenclature très-incomplète, et que bien souvent ils ont regretté de ne pouvoir accorder à la partie qui obtient gain de cause, l'exécution provisoire du jugement, afin d'enlever ainsi à l'autre partie tout désir de pousser plus loin ses prétentions absurdes et vexatoires. C'est qu'en effet il se présente parfois des plaideurs assez déhontés pour soumettre aux tribunaux des réclamations qui portent l'empreinte la plus palpable de la haine ou de la vengeance, et dont le moindre examen prouve l'absurdité. N'est-il pas déplorable que le juge ne puisse pas donner dans ces cas à ses jugemens une sanction qui sort de la règle générale? Quelle crainte fondée pourrait avoir le législateur de lui confier ce pouvoir; celle qu'on n'en abuse? mais un tribunal de première instance dans les cas où il est compétent, mérite-t-il moins de confiance qu'un simple juge-de-peace statuant dans le cercle de ses attributions? Et cependant ce magistrat inférieur a toujours joui de la faculté que l'article propose de conférer aux juges de première instance.

La commission n'a donc pas hésité à adopter la seconde partie de l'art. 9 du projet du Gouvernement, telle qu'elle a été proposée.

ART. 10 DU PROJET DU GOUVERNEMENT.

Quelques tribunaux, malgré tout le zèle des membres qui les composent, ne sont pas parvenus à se mettre au courant des affaires; cette circonstance a attiré, à bon droit, l'attention de M. le Ministre de la Justice, qui propose comme moyen de vider les causes arriérées, d'adjoindre à ces tribunaux une nouvelle chambre temporaire composée des juges et juges suppléants. Votre commission, Messieurs, n'a pas pu se rallier à cette proposition; et d'abord en examinant attentivement la loi constitutionnelle on voit que le législateur a voulu que tout juge permanent fût inamovible; et il est au moins douteux que le mot *juge* à l'art. 100 de la Constitution, qui garantit l'inamovibilité, comprenne les *juges suppléants*, lorsqu'on voit, à l'art. 103 de la Constitution que la même expression de *juge* ne comprend évidemment que les juges titulaires. Mais indépendamment de cette considération, est-il convenable de convertir un avocat en juge permanent? Il ne suffit pas que l'on soit bien jugé, il faut encore qu'on ait la certitude de l'être; or le public peut-il avoir la même confiance dans un homme qui, peut-être, n'attend que le moment où il aura quitté son siège pour soumettre au tribunal les mêmes questions comme avocat, que celles qu'un instant auparavant il avait à décider comme juge? — N'a-t-on pas à craindre que les plaideurs, sachant que le magistrat appelé à juger leurs différends réunit la double qualité de juge et d'avocat, fassent sonder son opinion en le consultant sur une question identique que celle qui les partage?

Ou bien, l'intention du Gouvernement serait-elle d'enlever momentanément au juge suppléant sa qualité d'avocat et de lui interdire d'exercer simultanément sa profession première? Mais qui ne voit que dans ce cas l'on ne trouvera pour les chambres temporaires que les sujets les plus faibles du barreau. Quelles sont en effet les notabilités du barreau qui consentiront à congédier leur clientèle pour un an, six mois peut-être, pour le modique traitement alloué à la place de juge, et à sacrifier ainsi leur avenir à une fonction passagère? Et que ferait-on si les juges suppléants existans refusaient tous d'entrer dans la composition de cette magistrature momentanée? Quels moyens aurait-on pour les y déterminer?

Votre commission a considéré d'un autre côté que le nombre des tribunaux auxquels cette disposition s'appliquerait est excessivement restreint, et que, si en portant, dans ce petit nombre de cas, les audiences à 4 par semaine, les magistrats ne parviennent pas à évacuer l'arriéré; mieux vaudrait y augmenter le personnel, que de créer une chambre temporaire, sauf à laisser s'éteindre ce personnel par décès, démission, etc., lorsque les causes qui l'ont fait établir auront cessé d'exister.

L'article du projet, qui n'a d'ailleurs rien de commun avec une loi sur la compétence, a donc été rejeté.

TITRE III.

Des tribunaux de commerce.

ART. 16.

Les motifs qui ont porté votre commission à réduire le chiffre du Gouver-

nement à l'article 10 de 3 mille à 2000 francs, existent également ici ; nous croyons inutile de les répéter.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 17.

La jurisprudence avait admis que, bien que la valeur de la demande originale détermine en général le degré de juridiction, il fallait cependant cumuler cette demande avec les demandes en compensation ou en réconvention qui lui étaient opposées.

Rien ne semble justifier ce principe : les demandes des parties sont tout-à-fait distinctes et séparées ; l'une ne tend pas à augmenter la valeur de l'autre, mais bien plutôt à la diminuer. Il est donc conforme à la raison d'envisager chaque demande principale ou réconventionnelle isolément, et c'est ce système que la commission a admis.

Nous avons d'abord pensé qu'il fallait à cet égard établir une distinction entre la compensation légale et la compensation par voie d'exception ou réconventionnelle, mais les nuances qui les séparent sont quelquefois si difficiles à saisir dans la pratique, que nous avons cru plus convenable de généraliser la disposition.

ART. 18.

Cette disposition, dont le but est de prévenir les appels téméraires, n'a pas rencontré d'opposition ; cependant on n'a pas vu de raison suffisante pour quintupler l'amende prononcée par l'art. 47 du Code de procédure, en cas d'appel d'un jugement de première instance, tandis qu'on se borne à tripler celle que prononce ce même article en cas d'appel d'un jugement de juge-de-paix. La commission a suivi la même règle dans les deux cas.

Au deuxième §, les mots *aux dépens* ont paru inutiles ; celui qui succombe ou se désiste d'un appel, paie les frais du procès.

ART. 19.

Au premier aspect, cet article paraît restreindre outre mesure le droit de la défense ; cependant si l'on veut faire attention que rien ne s'oppose à ce qu'une partie prenne autant de conseils que bon lui semble, et se borne en dernière analyse à ordonner à ceux-ci de s'entendre, de se communiquer leurs moyens, et d'en confier le développement à celui d'entre eux qu'ils auront choisi, on sera forcé de convenir que l'article proposé concilie parfaitement les droits du plaideur et ceux du magistrat. D'ailleurs, les mêmes moyens présentés dans un seul cadre et dans le même discours, fixent mieux l'attention du juge que lorsqu'ils sont noyés et dispersés dans plusieurs plaidoyers différents.

Pour ne laisser aucun doute sur la portée de l'article, la commission a jugé prudent de substituer les mots *chaque partie* à ceux de *les parties*.

Les expressions *ou de la réplique*, qui terminaient l'article, ont été supprimées comme inutiles. *La réplique* fait partie des *plaidoiries*.

Du reste, cet article aussi bien que le suivant, sont purement réglementaires.

ART. 20 (15 DU GOUVERNEMENT).

Pas d'observation.

ART. 21 (ART. 5 ET 11 DU GOUVERNEMENT).

La loi de 1790 imposait aux juges-de-paix trois audiences, mais cette obligation ne concernait pas les juges-de-paix des campagnes. Depuis le Code de procédure ils étaient tous obligés d'indiquer deux audiences au moins par semaine (art. 8 Code de procédure). Ce nombre peut encore, après la promulgation de la présente loi, suffire pour la plupart des cantons, mais il est possible aussi qu'il ne suffise pas dans quelques cantons très-populeux et dans les grandes villes. Quant aux tribunaux de première instance, aucune loi expresse ne fixe le nombre de leurs audiences. On peut en conclure que le législateur a senti l'impossibilité de tracer une règle absolue qui fût applicable à toutes les localités. Pour peu, en effet, que l'on soit au courant de ce qui se passe dans ces tribunaux, on saura que le nombre des audiences dépend du nombre des causes, et qu'en fixer plus qu'il n'en faut pour la prompt expédition des affaires, c'est faire perdre aux magistrats aussi bien qu'aux membres du barreau un temps qu'ils emploieraient plus utilement dans leur cabinet. Toutefois, comme il ne serait pas impossible qu'on trouvât des juges assez négligens pour laisser les affaires en souffrance à défaut d'un nombre suffisant d'audiences, nous avons pensé qu'il convenait de permettre au Gouvernement de fixer ce nombre pour chaque tribunal et pour chaque justice-de-paix.

Le § de l'art. 5 du projet du Gouvernement nous a semblé inutile; l'art. 7 du Code de procédure y a pourvu, puisqu'il permet aux parties de se présenter toujours volontairement devant un juge-de-paix pour faire juger leur différend. D'ailleurs le cas qu'il prévoit est si rare qu'il justifierait difficilement une dérogation au Code de procédure.

ART. 22 (16 DU GOUVERNEMENT).

La généralité des expressions dont se sert le projet de loi du Gouvernement semble comprendre les affaires déjà plaidées et tenues en délibéré. Cependant, quand les débats sont clos sur le fond, l'instruction est achevée et le jugement ne peut pas être basé sur la présente loi. Cette simple observation justifie l'exception que la commission a apportée au projet de loi du Gouvernement.

ART. 23 (17 DU GOUVERNEMENT).

L'appel ayant pour but de faire redresser les griefs que pourrait renfermer un jugement, il s'ensuit que le droit d'appeler n'est pas acquis à une partie du jour de la demande, mais seulement du moment où une décision du juge porte préjudice à ses droits, c'est-à-dire, du moment où il est intervenu un jugement interlocutoire ou définitif. Quant aux jugemens préparatoires, on sait qu'ils ont pour caractère distinctif de ne jamais préjuger le droit des parties.

Ainsi, tant qu'il n'a été rendu aucun jugement capable de nuire aux parties, elles n'ont aucun droit de se plaindre du premier juge, ni par conséquent d'in-

terjeter appel. Concluons de là que jusqu'à ce moment le législateur peut, sans faire rétroagir sa loi, investir le juge du droit de connaître en dernier ressort d'une affaire dont auparavant il ne pouvait prendre connaissance qu'à charge d'appel.

ART. 24 (18 DU GOUVERNEMENT).

Adopté sans observation.

ART. 6 DU PROJET DU GOUVERNEMENT.

Le projet du Gouvernement propose, à l'art. 6, d'augmenter le traitement des juges-de-paix et celui de leurs greffiers.

Il nous a semblé, Messieurs, que cette disposition est sujette à trop de variations, pour qu'elle puisse entrer dans une loi destinée à être permanente; d'ailleurs le moment de fixer définitivement l'élévation de ces traitemens se présentera plus naturellement lorsque la Chambre aura déterminé la circonscription de chaque canton : ce n'est qu'alors que la Chambre connaîtra l'importance relative de chaque justice-de-paix.

Peut-être conviendra-t-il d'examiner à la même occasion si, après avoir abrogé les épices pour tous les autres rangs de la magistrature, il faut les conserver pour les juges-de-paix, sous la dénomination d'honoraires ou d'émolumens dans les matières de juridiction volontaire, et si, par exemple, au lieu de forcer les juges à réclamer des parties trois ou quatre francs pour assistance à un conseil de famille, il n'est pas préférable d'augmenter de cette somme les droits d'enregistrement et d'ajouter le casuel au traitement fixe, en prenant pour base la moyenne des émolumens dans chaque classe des juges-de-paix.

L'État n'y perdrait rien et les juges-de-paix y gagneraient en dignité.

Les délibérations de la commission, que je viens de résumer dans ce rapport, ont amené la rédaction dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

Bruxelles, le 22 janvier 1839.

Le Rapporteur,

LIEDTS.

Le Président,

FALLON.

PROJETS DE LOI.

PROJET DU GOUVERNEMENT.

TITRE PREMIER.

DES JUSTICES-DE-PAIX.

ARTICLE PREMIER. — Les juges-de-paix connaissent de toutes les causes purement personnelles et mobilières, sans appel, jusqu'à la valeur de 150 francs, et, à charge d'appel, jusqu'à la valeur de 300 francs.

ART. 2. — Ils connaissent de même, sans appel, jusqu'à la valeur de 150 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter :

1° Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes ;

2° Des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commis dans l'année ; des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosage des prés, commises pareillement dans l'année, et de toutes autres actions possessoires ;

3° Des réparations locatives des maisons et fermes ;

4° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire, pour non jouissance, lorsque le droit de l'indemnité ne sera pas contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire ;

5° Du paiement des salaires des gens de travail, des gages des domestiques et de l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gens de travail ;

6° Des actions pour injures verbales, rixes et voies de fait, pour lesquelles les parties ne se seront pas pourvues par la voie criminelle ;

7° Des demandes en validité ou en mainlevée de saisie-gagerie, de saisie sur débiteurs forains et de saisie-arrêt ou opposition, ainsi que de celles en permission de ces saisies ; lorsque ces demandes sont motivées sur des causes de la compétence des juges-de-paix ;

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

TITRE PREMIER.

DES JUSTICES-DE-PAIX.

ARTICLE PREMIER. — Les juges-de-paix connaissent de toutes les causes purement personnelles et mobilières, sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel, jusqu'à la valeur de 200 francs.

ART. 2. — Ils connaissent des demandes en paiement d'intérêts, d'arrérages de rentes, de loyers et fermages, lorsque le capital réuni aux intérêts formant l'objet de la demande, ou le montant des loyers ou fermages pour toute la durée du bail, n'excèdent pas les limites fixées par l'article précédent.

PROJET DU GOUVERNEMENT.

8° Des demandes en paiement d'arrérages de rentes, loyers et fermages, lorsque les locations et rentes n'excèdent pas 300 francs de revenu annuel, et que le titre n'est pas contesté.

Sont compris dans la même disposition, les loyers, fermages et rentes consistant en denrées et prestations appréciables d'après les mercuriales.

ART. 3. — La compétence, s'il s'agit d'une somme d'argent ou d'un objet appréciable d'après les mercuriales, sera déterminée par les conclusions du demandeur, et, dans tous les autres cas, par l'évaluation qu'il sera tenu de donner, à peine de se voir refuser toute audience.

Le défendeur pourra se libérer en acquittant le prix de cette évaluation.

ART. 4. — Sauf les cas de poursuite par expropriation forcée, de contrainte par corps et autres, dans lesquels la loi attribue juridiction, la connaissance de l'exécution des jugemens des juges-de-paix appartient à celui du lieu de l'exécution, qui statue en dernier ressort s'il s'agit d'un jugement dont il n'échoit pas appel.

Néanmoins, en cas de revendication d'objets saisis, le juge-de-paix renvoie les parties à se pourvoir en référé devant le président du tribunal de première instance.

ART. 5. — Le juge de-paix donne au moins trois audiences civiles par semaine.

Il est tenu d'entendre, tous les jours, les affaires pour lesquelles les parties se présenteraient volontairement.

ART. 6. — A dater du 1^{er} janvier 1836, les traitemens des juges-de-paix et de leurs greffiers sont portés respectivement à *quinze cents et cinq cents francs* dans les chefs-lieux d'arrondissement. et, partout ailleurs, à *douze cents et quatre cents francs*.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

ART. 3. — Ils connaissent des mêmes demandes à quelque valeur que le capital ou le montant des loyers ou fermages, pour toute la durée du bail, puisse s'élever, lorsque le montant des intérêts, des arrérages, des loyers ou des fermages formant l'objet de la demande, n'excède pas leur compétence et que le titre n'est pas contesté.

ART. 4. — Sont compris dans ces dispositions, les loyers, fermages, intérêts et rentes consistant en denrées et prestations appréciables d'après les mercuriales.

ART. 5. — Les juges-de-paix connaissent de même des demandes en résolution du bail et de celle en expulsion à son expiration, lorsque la valeur des loyers ou fermages, pour toute la durée du bail, n'excède pas les limites de leur compétence.

ART. 6. — Les juges-de-paix connaissent des demandes en validité ou en main-levée des saisies-gageries et des saisies sur débiteurs forains, lorsque les causes de ces saisies rentrent dans leur compétence.

Ils peuvent permettre de saisir à l'instant et sans commandement préalable.

S'il y a opposition de la part de tiers pour des causes et des sommes qui, réunies, excèdent leur compétence, ils en renverront la connaissance au tribunal de première instance.

ART. 7. — Les juges-de-paix connaissent sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter :

1° Des actions pour dommages faits, soit

PROJET DU GOUVERNEMENT.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

par les hommes , soit par les animaux , aux champs , fruits et récoltes ;

2° Des déplacemens de bornes , des usurpations de terres , arbres , haies , fossés et autres clôtures , commis dans l'année ; des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés , commises parcellément dans l'année , et de toutes autres actions possessoires ;

3° Des actions en bornage , de celles relatives à la distance prescrite par la loi , les réglemens particuliers et l'usage des lieux , pour les plantations d'arbres et de haies , lorsque la propriété n'est pas contestée ;

4° Des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674, C. C. , lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas contestées ;

5° Des réparations locatives des maisons et fermes ;

6° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire , pour non jouissance , lorsque le droit de l'indemnité ne sera pas contesté , et des dégradations alléguées par le propriétaire ;

7° Du paiement des salaires des gens de travail , des gages des domestiques et de l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gens de travail ;

8° Des actions pour injures verbales , rixes et voies de fait , pour lesquelles les parties ne se seront pas pourvues par la voie criminelle.

ART. 8. — La compétence , s'il s'agit d'une somme d'argent ou d'un objet appréciable d'après les mercuriales , sera déterminée par les conclusions du demandeur , et dans tous les autres cas , par l'évaluation qu'il sera tenu de donner , à peine de se voir refuser toute audience.

Le défendeur pourra se libérer en acquittant le prix de cette évaluation , sans préjudice aux intérêts et aux dépens s'il y a lieu.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux actions dont il est parlé aux nos 2 , 3 et 4 de l'article précédent.

ART. 9. — Ne sera pas recevable l'appel des jugemens mal à propos qualifiés en premier , ou qui , étant en dernier ressort , n'auraient pas été qualifiés. Seront sujets à l'appel les jugemens qualifiés en dernier ressort , s'ils ont statué , soit sur des questions de compétence , soit sur des matières dont le juge-de-peace ne pouvait

PROJET DU GOUVERNEMENT.

TITRE II.

DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

ART. 7. — Les tribunaux de première instance connaissent en dernier ressort des affaires personnelles et mobilières dont le principal n'excède pas la valeur de 3,000 fr., et des affaires réelles dont le principal n'excède pas 150 francs de revenu déterminé soit en rente soit par prix de bail.

ART. 8. — Ils connaissent en dernier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des demandes en paiement d'arrérages de rentes, loyers et fermages, lorsque les locations et rentes n'excèdent pas *trois mille francs* de revenu annuel et que le titre n'est pas contesté.

ART. 9. — L'exécution provisoire, sans caution, sera ordonnée, même d'office, s'il y a titre authentique, promesse reconnue ou condamnation précédente par jugement dont il n'y ait point d'appel.

Dans tous les autres cas, elle pourra être ordonnée avec ou sans caution.

ART. 10. — § 1^{er}. Lorsqu'à la fin d'un semestre, les rôles d'un tribunal, ou de l'une de ses chambres, présenteront un arriéré de plus de cent affaires civiles inscrites depuis plus de trois mois, le Roi, sur l'avis conforme de la cour d'appel, pourra ordonner la formation d'une nouvelle chambre.

§ 2. Les membres de la chambre nouvelle seront pris parmi les juges et suppléants.

§ 3. En cas d'insuffisance, le personnel pourra être augmenté de trois juges suppléants et d'un substitut-procureur du Roi.

§ 4. Les suppléants chargés de remplacer les juges qui feront partie de la chambre nouvelle, ou appelés eux-mêmes à en faire partie, recevront, jusqu'à la suppression de cette chambre, le traitement de juges effectifs. Ils seront astreints aux mêmes devoirs.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

TITRE II.

DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

connaître qu'en premier ressort. Néanmoins si le juge-de-*paix* s'est déclaré compétent, l'appel ne pourra être interjeté qu'après un jugement interlocutoire ou définitif sur le fonds.

ART. 10. — Les tribunaux de première instance connaissent en dernier ressort des affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 2,000 francs, et des actions réelles immobilières jusqu'à 75 francs de revenu déterminé soit en rente soit par prix de bail.

Si le revenu de l'immeuble n'est déterminé ni en rente ni par prix de bail, il sera déterminé par la matrice du rôle de la contribution foncière, au moment de la demande, pourvu que ce revenu s'y trouve spécialement déclaré.

ART. 11. — Si la valeur de l'objet mobilier ou immobilier ne peut être déterminée de la manière indiquée à l'article précédent, le demandeur devra la déterminer par ses conclusions, sous peine de se voir refuser toute audience.

ART. 12. — L'audience lui sera également refusée si la demande a pour objet des dommages-intérêts soit principaux, soit accessoires, qui n'auront pas été évalués et spécialement motivés dans les conclusions.

ART. 13. — Le défendeur pourra se libérer en acquittant le prix de cette évaluation, pourvu qu'il s'agisse d'une demande ou d'un chef de demande purement personnelle et mobilière, sans préjudice aux intérêts et aux dépens s'il y a lieu.

ART. 14. — Les tribunaux de première instance connaissent en dernier ressort des demandes en paiement d'intérêts, d'arrérages de rentes, de loyers et fermages, lorsque ces demandes n'excèdent pas 2000 francs, à quelque valeur que le capital ou le montant des loyers ou fermages pour toute la durée du bail puissent s'élever, pourvu que le titre ne soit pas contesté.

ART. 15. — L'exécution provisoire, sans

PROJET DU GOUVERNEMENT

§ 5. Le Roi règlera, en égard aux besoins du service de chaque tribunal, l'exécution des dispositions qui précèdent

ART. 11. — Chacune des chambres des tribunaux de première instance donnera au moins quatre audiences par semaine.

TITRE III

DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

ART. 12. — Les tribunaux de commerce jugeront en dernier ressort les causes de leur compétence, dont le principal n'excède pas la valeur de 3,000 francs

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 13. — L'amende prononcée par l'art. 471 du Code de procédure civile, est portée à 15 francs s'il s'agit d'un jugement de justice-de-paix, et à 50 francs sur l'appel d'un jugement des tribunaux de première instance ou de commerce. Cette amende sera perçue avec le droit d'enregistrement de l'acte d'appel.

Indépendamment de l'amende et sans préjudice, s'il y a lieu, aux dépens et dommages-intérêts, l'appelant qui succombe ou se désiste de son appel sera condamné à une indemnité au profit de chacune des parties intimées.

Cette indemnité sera de 15 à 60 francs, s'il s'agit d'un jugement de justice-de-paix, et de 50 à 300 francs, s'il s'agit d'un jugement des tribunaux de première instance ou de commerce.

ART. 14. — Dans les causes civiles, correctionnelles et de police, soit en première instance, soit en degré d'appel, les parties ne pourront respectivement charger, sous aucun prétexte, plus d'un seul défenseur de la plaidoirie ou de la réplique.

ART. 15. — Aucune des parties n'obtiendra, soit par elle-même, soit par son conseil, plus de deux fois la parole, à moins que la cour ou le tribunal n'en ait demandé des éclaircissements ultérieurs.

Dans ce dernier cas, les débats ne conti-

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

caution, sera ordonnée, même d'office, s'il y a titre authentique, promesse reconnue ou condamnation précédente par jugement dont il n'y ait pas d'appel.

Dans tous les autres cas l'exécution provisoire pourra être ordonnée avec ou sans caution

TITRE III.

DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

ART. 16. — Les tribunaux de commerce jugeront en dernier ressort les causes de leur compétence jusqu'à la valeur de 2,000 fr.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 17. — Lorsqu'à la demande principale il est opposé une demande réconventionnelle ou en compensation, et que chacune d'elles est susceptible d'être jugée en dernier ressort, le juge ou tribunal prononce sur toutes sans appel. Si l'une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le tribunal ne prononce sur toutes qu'en premier ressort.

ART. 18. — L'amende prononcée par l'art. 471, du Code de procédure civile, est portée à 15 francs, s'il s'agit d'un jugement de justice-de-paix, et à 30 francs, s'il s'agit d'un jugement des tribunaux de première instance ou de commerce; cette amende sera perçue avec le droit d'enregistrement de l'acte d'appel. Indépendamment de l'amende et sans préjudice, s'il y a lieu, aux dommages-intérêts, l'appelant qui succombe ou se désiste de son appel, sera condamné à une indemnité au profit de chacune des parties intimées.

Cette indemnité sera de 15 à 60 francs, s'il s'agit d'un jugement de justice-de-paix et de 50 à 300 francs, s'il s'agit d'un jugement des tribunaux de première instance ou de commerce.

ART. 19. — Dans les causes civiles, correctionnelles et de police, soit en première instance, soit en degré d'appel, chaque partie ne pourra respectivement charger, sous aucun prétexte, plus d'un seul défenseur de la plaidoirie.

PROJET DU GOUVERNEMENT.

nueront que sur les points de la cause dont la discussion aura été reconnue insuffisante.

ART. 16. — Toutes les affaires régulièrement introduites avant la mise en vigueur de la présente loi, seront continuées devant le juge qui en est saisi, et jugées conformément à la législation actuelle, sauf l'exception mentionnée à l'art. 17.

Pourra néanmoins le demandeur renoncer à son action et en intenter une nouvelle, à charge de supporter les frais de la renonciation.

ART. 17. — Le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi, dans toutes les instances qui ne seront pas en état avant sa mise en vigueur.

ART. 18. — Les attributions conférées aux tribunaux et aux juges-de-peace par la législation existante, sont maintenues, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 15 octobre 1835.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

A.-N.-J. ERNST.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

ART. 20. — Aucune des parties n'obtiendra, soit par elle-même, soit par son conseil, plus de deux fois la parole, à moins que la cour, le tribunal ou le juge n'ait demandé des éclaircissements ultérieurs.

ART. 21. — Le Gouvernement, sur l'avis des cours d'appel, fixera pour chacune des chambres des tribunaux de première instance, et pour chaque justice-de-peace, le nombre des audiences civiles.

ART. 22. — Toutes les affaires régulièrement introduites avant la mise en vigueur de la présente loi, seront continuées devant le juge qui en est saisi; elles seront instruites et jugées conformément à la présente loi. Sont exceptées les affaires dans lesquelles il y aurait clôture des débats sur le fond avant la mise en vigueur de la loi.

Pourra néanmoins le demandeur renoncer à son action et en intenter une nouvelle, à charge de supporter les frais de la renonciation.

ART. 23. — Dans toutes les instances dans lesquelles il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

ART. 24. — Les attributions conférées aux tribunaux et aux juges-de-peace par la législation existante, sont maintenues, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.